



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 22/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/01/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS GRANULATS VICAT secteur Meurthe

Grande rue
54300 Hériménil

Référence : AML/NW/0300_2024
Code AIOT : 0006208402

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/01/2024 dans l'établissement SAS GRANULATS VICAT secteur Meurthe implanté Haut des Chaux - 54300 Rehainviller. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS GRANULATS VICAT secteur Meurthe
- Haut des Chaux - 54300 Rehainviller
- Code AIOT : 0006208402
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GRANULATS VICAT exploite une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune de Rehainviller.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Cessation	Code de l'environnement du 12/10/2007, article R. 512-39-1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Remise en état	AP Complémentaire du 09/01/2023, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La remise en état des parcelles ZA79 et ZA80 est réalisée conformément à l'arrêté du 9 janvier 2023. Toutefois, dans le cadre de cette cessation partielle, l'exploitant doit adresser à l'inspection des installations classées l'attestation de mise en sécurité du site, conformément à l'article R. 512-39-1-III du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/10/2007, article R. 512-39-1
Thème(s) : Risques chroniques, Cessation Partielle
Prescription contrôlée : I. « Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. » Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. « II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site . « III. Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. « L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. « Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. « IV. Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39. »
Constats : Par dossier transmis en juin 2022, l'exploitant a déclaré à Madame le Préfet, la cessation partielle d'activité du site de Rehainviller. Cette notification comprend les pièces prévues au point II de l'article contrôlé. Toutefois, l'exploitant doit fournir à l'inspection, l'attestation relative à la mise en œuvre des mesures de sécurité, conformément au point III, établie par un organisme agréé. L'exploitant est en attente de cette attestation de la part de l'organisme agréé, ayant déjà effectué la visite du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'attestation de mise en sécurité du site, établie par un organisme agréé sera transmise à l'inspection dès réception.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Remise en état

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/01/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Remise en état
Prescription contrôlée : La remise en état des parcelles 79 et 80 de la section ZA de la commune de Rehainviller est précisée par le plan de réaménagement final annexé au présent arrêté. Elle est effectuée conformément aux conditions de remise en état présentées par la société Granulats Vicat le 5 juillet 2022.
Constats : Les parcelles ZA 79 et ZA 80 sont remises en état conformément au plan annexé à l'arrêté complémentaire du 9 janvier 2023.
Type de suites proposées : Sans suite